

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 97 — 2635

[C — 97/29400]

- 29 OCTOBRE 1997.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions de pilotage créées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mai 1995 créant des cellules de coordination au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 septembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 octobre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° les commissions centrales : les commissions centrales de pilotage créées à l'article 61, § 1^{er}, du décret, à savoir la commission centrale de pilotage pour l'enseignement fondamental et la commission centrale de pilotage pour l'enseignement secondaire;

3° la commission commune : la commission commune de pilotage créée à l'article 61, § 2, du décret;

4° les commissions de pilotage : les commissions centrales et la commission commune.

5° le Ministre de l'Education : le Ministre ayant dans ses attributions les matières visées à l'article 1^{er} du décret.

Art. 2. Les commissions de pilotage sont installées par le Ministre de l'Education auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage interréseaux.

Art. 3. Le membre d'une commission de pilotage, qui remplace un membre amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

Art. 4. Pour chacune des commissions centrales, le Ministre de l'Education désigne un président et un vice-président parmi les membres proposés par les Conseils généraux.

Le mandat du président et du vice-président est d'une durée de deux ans. Après deux ans, le vice-président devient président et le président devient vice-président.

Le membre d'une commission de pilotage, qui remplace un président ou un vice-président amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

Le président, le vice-président et l'Administrateur général constituent le bureau de la commission centrale.

Art. 5. Le Ministre de l'Education désigne le président et le vice-président de la commission commune parmi les présidents et vice-présidents des commissions centrales.

Le mandat du président et du vice-président est d'une durée de deux ans. Après deux ans, le vice-président devient président et le président devient vice-président.

Le membre de la commission commune, qui remplace le président ou le vice-président amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

Les présidents et les vice-présidents des commissions centrales constituent, avec l'Administrateur général, le bureau de la commission commune.

Art. 6. Le secrétariat des commissions de pilotage et des bureaux est assuré par les membres du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 7. Les bureaux visés aux articles 4 et 5 préparent les réunions.

Art. 8. Chaque commission centrale se réunit au moins quatre fois par an et la commission commune au moins deux fois par an.

Les réunions se tiennent à l'initiative du président, ou du vice-président si le président est empêché.

Le président convoque également une réunion à l'invitation du Ministre de l'Education ou sur demande d'un tiers des membres.

Sauf urgence dûment motivée, les commissions de pilotage ne se réunissent pas entre le 15 juillet et le 16 août, ni entre le 24 décembre et le 2 janvier.

Art. 9. § 1^{er}. Les convocations aux réunions des commissions de pilotage sont adressées à leurs membres respectifs dix jours ouvrables au moins avant la date de la séance. Elles mentionnent l'ordre du jour.

§ 2. Tout membre peut faire inscrire un point à l'ordre du jour. Sa demande doit être adressée au président avant le cinquième jour ouvrable qui précède la réunion. L'ordre du jour ainsi complété est communiqué immédiatement, le cas échéant par télécopie confirmée par courrier urgent, aux membres.

Les groupes de travail, les commissions des programmes, les commissions des outils d'évaluation, visés respectivement aux articles 16, 25, 26 et 35; 17, 27, 36 et 50; 19, 29, 38 et 52, du décret peuvent faire inscrire un point à l'ordre du jour.

§ 3. Les commissions de pilotage ne peuvent délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

§ 4. Copies des convocations sont adressées, pour information, au Ministre de l'Education et aux fonctionnaires généraux concernés de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique dans le délai fixé au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Les commissions de pilotage peuvent établir un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Ministre de l'Education.

Art. 10. Les procès-verbaux des réunions sont adressés aux membres de chaque commission de pilotage, au Ministre de l'Education et aux fonctionnaires généraux visés à l'article 9, § 4.

Art. 11. Le Ministre de l'Education peut déléguer un observateur à toute réunion des commissions de pilotage.

D'initiative ou à la requête d'une commission de pilotage, l'Administrateur général invite les fonctionnaires généraux à être entendus par les commissions de pilotage lorsqu'elles traitent de matières relevant de leur compétence.

Art. 12. Les commissions de pilotage délibèrent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 13. Les membres des commissions de pilotage bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

Les présidents et vice-présidents bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 16 des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 14. Les commissions de pilotage entendent chacune pour ce qui la concerne, et chaque fois qu'elles l'estiment nécessaire, le président de tout groupe de travail créé en application des articles 16, 25, 26 et 35, du décret.

Les commissions de pilotage veillent à ce que les groupes de travail coordonnent leurs propositions finales. Le cas échéant, elles chargent leur bureau de réunir les présidents des différents groupes de travail afin d'assurer la coordination des travaux.

Art. 15. Les commissions centrales examinent les rapports des commissions des programmes, et les rapports des commissions des outils d'évaluation précitées.

Art. 16. Le Gouvernement met à la disposition de la commission commune 8 chargés de mission au moins et 14 au plus, prélevés sur le volume global fixé conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 17. Les chargés de mission, placés sous l'autorité fonctionnelle de la commission commune et sous la responsabilité administrative de l'Administrateur général, sont affectés à une ou plusieurs tâches relatives au dispositif de pilotage, notamment :

1° à la préparation des documents des groupes de travail et des commissions des outils d'évaluation précités;

2° à la coordination des groupes de travail précités;

3° à la diffusion des outils pédagogiques;

4° au traitement des rapports annuels d'activité et à la préparation du rapport général sur l'état de l'enseignement obligatoire visés à l'article 72 du décret.

Art. 18. La commission commune transmet au Ministre de l'Education des propositions en matière de recherche en éducation, d'initiative ou à la demande du Ministre.

Art. 19. Les réunions des commissions de pilotage se tiennent dans les locaux de l'Administration ou dans tout autre local pour autant qu'il abrite des services de la Communauté française.

Art. 20. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mai 1995 créant des cellules de coordination au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois »;

2° l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o, est abrogé;

3° l'article 2 est abrogé.

Art. 21. Par dérogation à l'article 16, le nombre minimum est fixé à 4 jusqu'au 31 décembre 1997.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2635

[C — 97/29400]

- 29 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de begeleidingscommissies opgericht krachtens het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 24 mei 1995 tot oprichting van coördinatiecellen bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 8 september 1997 over de vraag om advies dat de Raad van State binnen een termijn van een maand moet uitbrengen;

Gelet op het op 15 oktober 1997 door de Raad van State uitgebrachte advies, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient men te verstaan onder :

1° het decreet : het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° de werkgroepen : de werkgroepen die in het leven werden geroepen overeenkomstig de artikelen 16, § 2, 25, § 2, 35, § 2 en 62, § 1, van het decreet;

3° de centrale commissies : de centrale begeleidingscommissies opgericht overeenkomstig artikel 61, § 1, van het decreet, te weten de centrale begeleidingscommissie voor het basisonderwijs en de centrale begeleidingscommissie voor het secundair onderwijs;

4° de gemeenschappelijke commissie : de gemeenschappelijke begeleidingscommissie opgericht overeenkomstig artikel 61, § 2, van het decreet;

5° de begeleidingscommissies : de centrale begeleidingscommissies en de gemeenschappelijke commissie;

6° de Minister van Onderwijs : de Minister bevoegd voor de in artikel 1 van het decreet bedoelde materies.

Art. 2. De begeleidingscommissies worden ingesteld door de Minister van Onderwijs bij het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Algemene Dienst van Algemene Zaken, navorsing betreffende de opvoeding en overkoepelende begeleiding tussen de netten.

Art. 3. Het lid van een begeleidingscommissie dat een lid vervangt dat zijn ambt moest neerleggen, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 4. Voor elk van de centrale commissies stelt de Minister van Onderwijs een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de door de algemene raden voorgedragen leden.

Het mandaat van de voorzitter en de ondervoorzitter heeft een duur van twee jaar. Na twee jaar wordt de ondervoorzitter voorzitter en de voorzitter ondervoorzitter.

Het lid van een begeleidingscommissie dat een voorzitter of ondervoorzitter vervangt die zijn ambt moest neerleggen, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

De voorzitter, de ondervoorzitter en de administrateur-generaal vormen het bureau van de centrale commissie.

Art. 5. De Minister van Onderwijs stelt de voorzitter en de ondervoorzitter van de gemeenschappelijke commissie aan onder de voorzitters en ondervoorzitters van de centrale commissies.

Het mandaat van de voorzitter en van de ondervoorzitter heeft een duur van twee jaar. Na twee jaar wordt de ondervoorzitter voorzitter en de voorzitter ondervoorzitter.

Het lid van de gemeenschappelijke commissie dat de voorzitter of de ondervoorzitter vervangt die zijn ambt moest neerleggen, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

De voorzitters en ondervoorzitters van de centrale commissies vormen het bureau van de gemeenschappelijke commissie.

Art. 6. Voor het secretariaatswerk van de begeleidingscommissies en van de bureaus zorgen personeelsleden van het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 7. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde bureaus bereiden de vergaderingen voor.

Art. 8. Elke centrale commissie komt minstens vier keer per jaar bijeen en de gemeenschappelijke vergadering minstens twee keer per jaar.

De vergaderingen worden op initiatief van de voorzitter of van de ondervoorzitter gehouden indien de voorzitter belet is.

De voorzitter belegt eveneens een vergadering op verzoek van de Minister van Onderwijs of op verzoek van een derde van de leden.

Behalve in geval van behoorlijk gerechtvaardigde dringende noodzaak vergaderen de begeleidingscommissies niet tussen 15 juli en 16 augustus noch tussen 24 december en 2 januari.

Art. 9. § 1. De oproepingsbrieven voor de vergaderingen van begeleidingscommissies worden aan hun respectievelijke leden gestuurd ten minste tien werkdagen vóór de datum van de vergadering. Ze vermelden de agenda.

§ 2. Elk lid kan een punt op de agenda doen inschrijven. Zijn vraag moet gericht worden aan de voorzitter vóór de vijfde dag die aan de vergadering voorafgaat. De aldus aangevulde agenda wordt aan de leden onmiddellijk meegedeeld, desnoods door telefax bevestigd per dringende brief.

De werkgroepen, de commissies belast met de leerprogramma's, de commissies voor de evaluatiemiddelen, respectievelijk bedoeld in de artikelen 16, 26 en 35; 17, 27, 36 en 50; 19, 29, 38 en 52 van het decreet kunnen een punt in de agenda laten opnemen.

§ 3. De begeleidingscommissies mogen slechts over de in de agenda opgenomen punten beraadslagen.

§ 4. Afschrift van de oproepingsbrieven wordt, ter kennisgeving, aan de Minister van Onderwijs en aan de betrokken opperambtenaren van het Algemeen Bestuur van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek binnen de in paragraaf 1 vastgelegde termijn gestuurd.

§ 5. De begeleidingscommissies kunnen een huishoudelijk reglement opmaken dat aan de Minister van Onderwijs ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art. 10. De notulen van de vergaderingen worden aan de leden van elke begeleidingscommissie, aan de Minister van Onderwijs en aan de in artikel 9, § 4, bedoelde opperambtenaren gericht.

Art. 11. De Minister van Onderwijs kan een waarnemer op elke vergadering van de begeleidingscommissies afvaardigen. Op eigen initiatief of op verzoek van een begeleidingscommissie nodigt de administrateur-général de opperambtenaren uit om verhoord te worden wanneer ze materies bespreken die onder hun bevoegdheid ressorteren.

Art. 12. De begeleidingscommissies beraadslagen op geldige wijze, wat het aantal aanwezige leden ook moge wezen.

Art. 13. De leden van de begeleidingscommissies genieten het voordeel van de terugbetaling van hun vervoer- en verblijfskosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van rang 12 van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

De voorzitters en ondervoorzitters genieten het voordeel van de terugbetaling van hun vervoer- en verblijfskosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van rang 16 van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De begeleidingscommissies verhoren, elk wat haar betreft, en telkens wanneer ze zulks nodig achten, de voorzitter van elke werkgroep opgericht bij toepassing van de artikelen 16, 25, 26 en 35, van het decreet.

De begeleidingscommissies zorgen ervoor dat de werkgroepen hun eindvoorstellen coördineren. Desnoods gelasten ze hun bureau de voorzitters van de verschillende werkgroepen samen te brengen om over de coördinatie van de werkzaamheden te waken.

Art. 15. De centrale commissies onderzoeken de verslagen van bovenvermelde commissies belast met de leerprogramma's en de verslagen van de commissies voor de evaluatiemiddelen.

Art. 16. De Regering stelt ter beschikking van de gemeenschappelijke commissie minstens acht opdrachthouders en hoogstens veertien, die afgenoemt worden uit het globale volume, vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van het decreet d.d. 24 juni 1996 tot regeling van de opdrachten, verloven voor opdrachten en terbeschikkingstelling voor bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerde onderwijs.

Art. 17. De opdrachthouders die onder het ambtsgezag staan van de gemeenschappelijke commissie en onder de administratieve verantwoordelijkheid van de administrateur-général, worden aangesteld voor één of meer taken betreffende de begeleidingsvoorzieningen, inzonderheid :

1° de voorbereiding van de documenten voor bovenvermelde werkgroepen en de commissies voor de evaluatiemiddelen;

2° de coördinatie van bovenvermelde werkgroepen;

3° de verspreiding van de opvoedkundige hulpmiddelen;

4° de afhandeling van de jaarlijkse activiteitsverslagen en de voorbereiding van het algemeen verslag op de stand van zaken en verband met leerplicht bedoeld in artikel 72 van het decreet.

Art. 18. De gemeenschappelijke commissie zendt de Minister van Onderwijs voorstellen inzake navorsing op opvoedkundig gebied, op eigen initiatief of op vraag van de Minister.

Art. 19. De vergaderingen van de begeleidingscommissies hebben plaats in de lokalen van het bestuur of in om het even welk ander lokaal voor zover diensten van de Franse Gemeenschap er worden ondergebracht.

Art. 20. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 24 mei 1995 tot oprichting van coördinatiecellen bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, § 1, wordt het woord "vier" door het woord "drie" vervangen;

2° artikel 1, § 1, 1°, wordt opgeheven;

3° artikel 2 wordt opgeheven.

Art. 21. In afwijking van artikel 16 wordt het minimumaantal tot 31 december 1997 op 4 vastgelegd.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX